

Brochure n° 3029

Convention collective nationale
IDCC : 493. – VINS, CIDRES, JUS DE FRUITS, SIROPS,
SPIRITUEUX ET LIQUEURS DE FRANCE

ACCORD DU 19 MARS 2018
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} MARS 2018
NOR : ASET1850523M
IDCC : 493

Entre :

SMC,

D'une part, et

CGT chais de Cognac ;

CFE-CGC chais de Cognac ;

CFDT chais de Cognac ;

FO chais de Cognac,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Cadre de la négociation

Dans le cadre des dispositions de l'article 42 de l'avenant régional de la CNVS applicable au personnel des activités d'élaboration du cognac, qui indique que « des accords paritaires interviendront pour la fixation des salaires » correspondant aux emplois des différentes catégories de personnel, le syndicat des maisons de cognac a invité les organisations syndicales à négocier sur ce sujet au cours de trois réunions qui se sont tenues le 29 novembre 2017, le 8 janvier 2018 et le 25 janvier 2018.

Article 2

Salaires de référence

Les salaires de référence ont été revus dans la continuité des négociations engagées depuis 2011, avec le double objectif :

- d'établir et de maintenir des écarts entre les différents échelons hiérarchiques, et ceci bien sûr, plus particulièrement sur les niveaux pour lesquels ces écarts étaient faibles ;
- de maintenir voire d'accentuer un écart avec les salaires minima conventionnels fixés par le conseil national des vins et spiritueux.

Ainsi les salaires de référence applicables à compter du 1^{er} mars 2018 sont fixés conformément au barème suivant, pour une base mensuelle de 151,67 heures (35 heures par semaine) :

CATÉGORIE	NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE MENSUEL de référence
Ouvriers/employés	1	A	1 557,00
		B	1 567,00
		C	1 587,00
	2	A	1 601,00
		B	1 622,00
		C	1 634,00
	3	A	1 657,00
		B	1 684,00
		C	1 720,00
Agents de maîtrise	4	A	1 741,00
		B	1 787,00
	5	A	1 861,00
		B	1 914,00
		C	2 001,00
	6	A	2 155,00
		B	2 288,00
Cadres	7	A	2 322,00
	8	A	2 488,00
	9	A	2 854,00
		B	3 570,00
	10	A	4 338,00

Article 3

Dépôt et publicité

Dans le respect des conditions de notification et dépôt prévues aux articles L. 2331-5 et suivants du code du travail :

Chaque partie signataire conservera un original de cet accord.

Le présent accord sera notifié par le président de la commission paritaire à l'ensemble des organisations syndicales représentatives, signataires ou non.

À l'expiration d'un délai de 8 jours suivant la dernière notification de l'accord dans les formes mentionnées ci-dessus, le présent accord sera déposé par lettre recommandée avec avis de réception auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi en deux exemplaires, dont un sur support électronique, et au greffe du conseil de prud'hommes d'Angoulême.

Fait à Cognac, le 19 mars 2018.

(Suivent les signatures.)